

« Vertus » et « dangers » des inégalités

La montée des inégalités dans le monde est devenue un sujet qui résonne fortement dans l'opinion aujourd'hui. « La Croix » a demandé à deux spécialistes d'éclairer le débat.

Dix ans après la crise financière de 2008, la reprise de la croissance laisse planer un léger vent d'optimisme. Mais des risques, sérieux, continuent de planer sur le monde : conflits géopolitiques, mouvements migratoires, mise en cause du multilatéralisme, défi climatique, sans oublier la question persistante des inégalités qui explique la montée des populistes.

Mais de quoi parle-t-on exactement ? Fruit du travail d'une centaine de chercheurs internationaux qui ont compilé les données fiscales et les enquêtes auprès des ménages disponibles pour les trois dernières décennies, la publication récente du premier « Rapport sur les inégalités mondiales » (1) offre une photographie inédite du phénomène.

Le constat est sans appel : après la parenthèse égalitaire qu'ont connue les pays développés dans l'immédiat après-guerre et jusqu'aux années 1980, le capitalisme mondialisé n'a fait que creuser les écarts de revenus et de patrimoine entre le sommet et la base de la pyramide sociale.

Un mouvement perceptible dans pratiquement tous les pays, y compris dans les pays émergents, même si ceux-ci ont connu une forte dynamique de développement qui a permis de sortir des millions de gens de la pauvreté et de combler l'écart avec les pays industrialisés.

Mais les statistiques ne disent pas tout. Derrière les chiffres, quelle est la dynamique à l'œuvre dans les sociétés ? Comment la montée des inégalités est-elle « ressentie » ? Les très riches sont-ils une chance ou un frein à la prospérité de tous ? Y a-t-il un consensus pour dire quel est le « bon » niveau d'inégalités ? Comment les contenir pour bâtir des sociétés plus inclusives ?

Autant de questions déterminantes pour l'avenir que ce débat croisé entre deux experts cherche non pas à trancher, mais à éclairer.

Antoine d'Abbundo

(1) En accès libre sur Internet : <http://wid.world/fr/world-inequality-lab-fr/>

Lucas Chancel

Codirecteur du Laboratoire sur les inégalités mondiales

Marc De Vos

Directeur de l'institut Itinera

Lucas Chancel, vous avez coordonné la publication du premier rapport mondial sur les inégalités au cours des trois dernières décennies. Quels sont les principaux résultats ?

Lucas Chancel : Cette étude, réalisée par une centaine de chercheurs internationaux, montre que les inégalités ont augmenté partout depuis le tournant néolibéral des années 1980. C'est aux États-Unis qu'elles ont le plus explosé. La part détenue par les 1 % les plus riches y est passée de 10 % à 20 % pour les revenus, de 20 % à 40 % environ pour le patrimoine. Les inégalités ont aussi progressé dans les pays européens mais plus modérément car ils ont globalement réussi à préserver une progressivité fiscale et une protection sociale.

Les pays émergents sont aussi concernés. Pourtant, la mondialisation les a fait sortir de la pauvreté...

L. C. : C'est exact. Les pauvres chinois et indiens ont vu leurs revenus augmenter fortement, mais moins vite que la moyenne et beaucoup moins qu'au sommet de la pyramide. En Chine, les revenus des 50 % du bas ont crû de 400 % contre 3000 % pour les 0,001 % du haut. Ce différentiel est sans doute plus acceptable sur fond de crois-

« Les inégalités ne sont pas un problème en soi : les sociétés purement égalitaires ne sont pas forcément désirables. »

(Lucas Chancel)

sance forte, mais nourrit aussi des sentiments de frustration qui peuvent grandir du fait de ces écarts.

Marc De Vos, vous avez écrit un ouvrage sur les vertus des inégalités. Vous



Marc De Vos (à gauche) et Lucas Chancel. Marc Chaumeil pour La Croix

« Vertus » et « dangers » des inégalités

« Les pathologies physiques et mentales sont plus présentes dans une société inégalitaire. » Lucas Chancel

●●● suite de la page 13.

prenez avec précaution ces statistiques. Pourquoi ?

Marc De Vos : Trois constats se dégagent du tableau mondial de l'évolution des inégalités de revenus. D'abord, un milliard d'individus ont quitté la pauvreté absolue ces trente dernières années. Ensuite, plus de 3 milliards de personnes se sont hissées sur l'échelle, constituant pour la première fois une classe moyenne mondiale. Enfin, un petit groupe d'entreprises ou d'individus a profité à plein de la mondialisation et de la révolution numérique, aboutissant à une hyper-concentration des richesses entre ses mains. Ce sont d'excellentes nouvelles. Nous vivons une période de développement humain fabuleuse et c'est le résultat d'un modèle politique et économique qui à la fois réduit et augmente les inégalités.

« Notre monde a évolué vers une économie de la connaissance beaucoup plus ouverte. »
(Marc De Vos)

L'inégalité moteur de l'économie ? C'est-à-dire ?

M. D. V. : Notre modèle occidental est fondé sur un système capitaliste qui produit de la richesse et dont nous acceptons, par principe, sa répartition inégale. À condition qu'une partie soit utilisée pour une politique d'égalité des chances, qui est bien plus fondamentale que l'égalisation des revenus. Les statistiques sur les inégalités ne font que mesurer les écarts d'argent à un moment donné, sans tenir compte ni du bien-être – accès à l'éducation, à la santé – ni des chances de mobilité sociale. Si on parvenait à suivre les parcours de personnes dans la durée, la perspective sur les inégalités serait bien différente et beaucoup plus positive.

Pourquoi les inégalités résistent-elles si fort dans l'opinion aujourd'hui ?

L. C. : Cela remonte en partie à la crise financière de 2008. Elle a fait naître un débat sur un système qui n'arrive pas à répartir de manière juste les fruits de la production. Les



Selon Lucas Chancel, il faut bien définir un seuil d'inégalités à ne pas franchir. Marc Chaumeil pour La Croix



Pour Marc De Vos, l'hyperconcentration des richesses n'est pas un problème. Marc Chaumeil pour La Croix

inégalités ne sont pas un problème en soi : les sociétés purement égalitaires ne sont pas forcément désirables. La question est de savoir quel niveau d'inégalités est tolérable. Or, de plus en plus d'études permettent d'objectiver à quel moment on arrive dans une zone rouge.

Les travaux de Wilkinson et Pic-

kett ont montré que la santé des individus au sein d'une société est corrélée au niveau d'inégalité économique. Les pathologies physiques et mentales sont plus présentes dans une société inégalitaire, chez les pauvres comme les riches. D'autres études ont établi que les inégalités vécues comme

une injustice démotivaient les travailleurs, contredisant la fable selon laquelle l'envie de gagner plus augmenterait la productivité.

Enfin, il y a un lien évident entre inégalités et crises politiques. L'élection de Donald Trump, le Brexit, la situation au Brésil, en Inde ou en Turquie démontrent

repères

Bio express
de Lucas Chancel

Né en 1987 à Grenoble, il est diplômé de Sciences-Po, licencié en physique appliquée et titulaire de trois masters, en économie et politiques publiques, en économie politique européenne et en science de l'ingénierie de l'énergie.

Aujourd'hui, il codirige, avec Thomas Piketty, le Laboratoire sur les inégalités mondiales à l'École d'économie de Paris et enseigne à Sciences-Po Paris. De 2011 à 2016, il a été chercheur senior à l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri).

Il est l'auteur d'Insoutenable inégalités. Pour une justice sociale et environnementale (Éd. Les petits matins).

Bio express de Marc De Vos

Né en 1970 à Gand, en Belgique, il est licencié et docteur en droit, licencié en droit social et titulaire d'un Master of Laws.

En 2006, il fonde l'Institut Itinera, à Bruxelles, laboratoire d'idées indépendant qui se donne pour mission de promouvoir « des chemins de réformes vers une croissance économique et une protection sociale durables, pour la Belgique et ses régions ». Directeur d'Itinera, il enseigne également le droit du travail et le droit européen à l'université de Gand et à la Vrije Universiteit Brussel.

Il est l'auteur de Les vertus de l'inégalité (Saint-Simon).

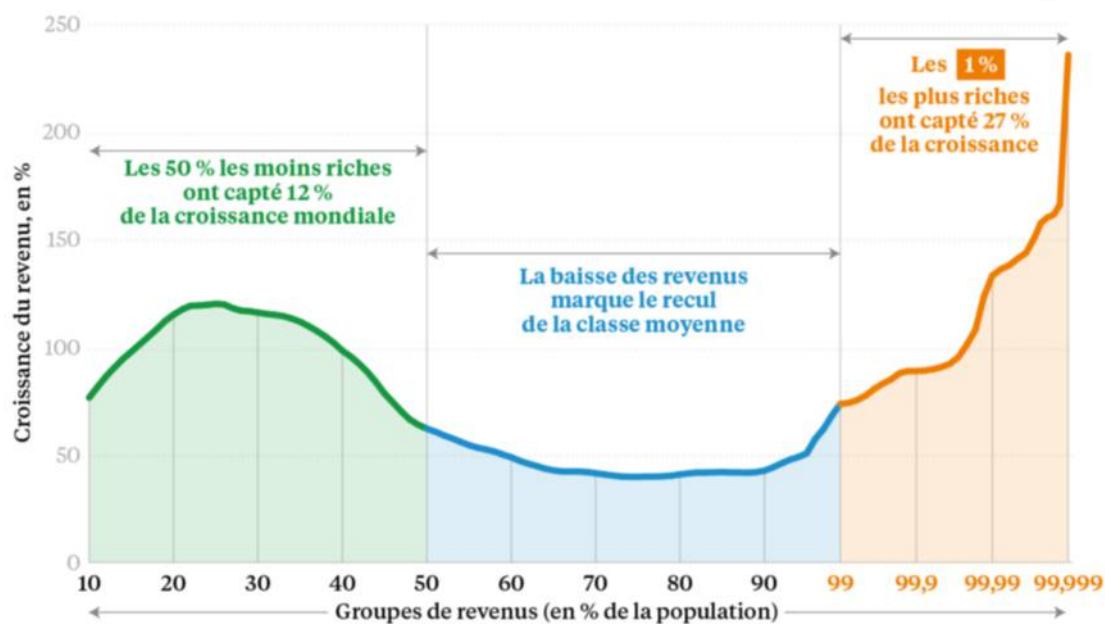
que les frustrations engendrées par la hausse des inégalités alimentent partout les populismes.

Pour vous, Marc De Vos, les inégalités auraient des vertus. Lesquelles ?

M. D. V. : Notre monde a évolué vers une économie de la connaissance beaucoup plus ouverte. ●●●

« Ce qui compte, ce n'est pas le niveau des inégalités, mais ce qui provoque ce niveau. » Marc De Vos

1 La croissance des revenus sur la période 1980-2016



LA CROIX

Source : rapport sur les inégalités mondiales 2018

●●● Une économie du « capitalisme humain », où le talent et l'effort sont les moteurs qui permettent aux personnes de réaliser leur potentiel. Si vous avez du talent – et l'égalité des chances –, c'est une période formidable d'opportunités. Mais une société plus ouverte et diverse se traduit aussi par davantage d'inégalités.

Comment cela ?

M. D. V. : Prenez la libéralisation des divorces. On peut estimer que c'est une liberté de gagnée qui a réduit l'inégalité au sein des ménages, mais avec plus de familles monoparentales, l'inégalité entre ménages augmente. On assiste aussi à des migrations élevées. Cela crée des poches de pauvreté dans les pays d'accueil, au moins sur la première génération. Pour expliquer le niveau des inégalités, il faut tenir compte de ces facteurs sociologiques et démographiques.

De trop fortes inégalités freinent-elles la croissance comme l'affirmation de plus en plus d'études ?

M. D. V. : Le niveau actuel des inégalités est l'expression des changements structurels dans la croissance : c'est plutôt un effet qu'une cause. Certaines entreprises ont su, mieux que d'autres, exploiter la numérisation et la mondialisation des chaînes de production, pour dégager des profits. Certains économistes estiment que cette

captation par les plus riches est mauvaise pour la croissance basée, dans nos économies, sur la consommation de masse. Ce raisonnement me paraît dangereux car si on le mène au bout, il ne reste plus qu'à instaurer un *politburo* qui déterminera la bonne distribution !

L. C. : Le lien entre inégalités et croissance est plus complexe. Le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz a montré qu'une société inégalitaire ne fait pas les bons choix d'investissements, notamment en matière éducative. C'est flagrant aux États-Unis où l'accès à l'enseignement supérieur est extrêmement corrélé aux revenus des parents. Au risque de sous-utiliser les talents.

« Discuter du modèle social sans évoquer qui va payer me paraît difficile. » (Lucas Chancel)

Que penser de la théorie du ruissellement selon laquelle les riches – les « premiers de cordée », selon Emmanuel Macron – tirent l'économie vers le haut ?

L. C. : Regardons les faits. Les États-Unis sont le pays qui a connu la plus forte croissance au sommet et cela n'a pas tiré vers le haut les

50 % du bas, bien au contraire. La théorie du ruissellement est un mythe qui n'a pas fonctionné au cours des trente dernières années dans les pays riches.

M. D. V. : Tout dépend de la perspective adoptée. Les États-Unis sont plus inégaux que l'Europe et pourtant ils constituent une société et une économie bien plus dynamiques. Certes, à sa base, de nouveaux venus viennent alimenter la statistique de la pauvreté mais d'autres en sortent pour rejoindre la classe moyenne et, au sommet, une génération d'entrepreneurs surgit. Ce qui compte, ce n'est pas le niveau des inégalités, mais ce qui provoque ce niveau. Le danger, c'est lorsque s'installe une sorte de noblesse économique héréditaire qui capte tous les pouvoirs, y compris politiques.

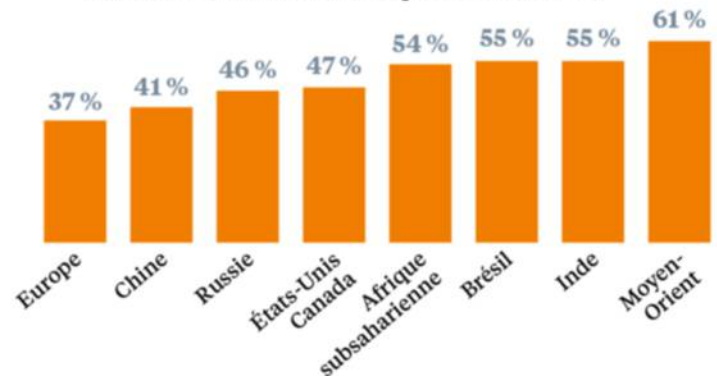
L. C. : À un niveau de concentration extrême, cela peut même aboutir à une destruction du système. C'est encore plus vrai aujourd'hui car cette captation n'est pas la promesse de la modernité démocratique, qui garantit à chacun d'avoir voix au chapitre pour décider de l'avenir de la société.

Pour éviter l'éclatement, il faut donc réduire les inégalités. Comment ?

L. C. : Cela dépend du contexte mais, globalement, il y a trois moyens. D'abord, la redistribution, qui consiste à investir dans l'éducation pour que chacun ait la

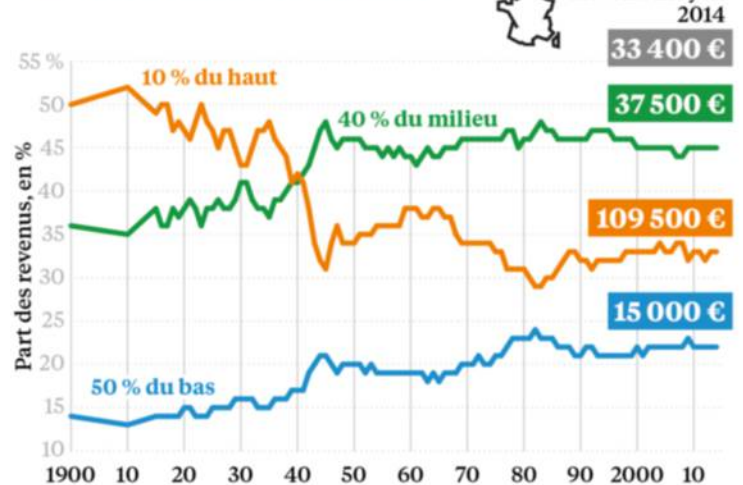
2 Des niveaux d'inégalités différents selon les régions

Part des revenus des 10 % les plus riches en 2016



3 La montée des classes moyennes en France 1900-2014

Revenu moyen 2014



LA CROIX

Source : rapport sur les inégalités mondiales 2018

même chance de trouver sa place. Le second, c'est la redistribution via la protection sociale. Enfin, pour financer cela, il faut une politique fiscale progressive. C'est l'inverse de la pensée libérale qui prône la baisse d'impôt pour les plus riches afin de stimuler la croissance.

M. D. V. : L'État providence continue de taxer beaucoup pour un piètre résultat de mobilité sociale. La vraie urgence est de redéfinir les priorités de la politique sociale. Jusqu'à peu, tout le monde bénéficiait de la même protection et cela marchait car la société était homogène. Mais aujourd'hui il faut revoir les dispositifs pour une société devenue hyper-diverse, plus éclatée. Après seulement viendra la question du financement.

L. C. : Discuter du modèle social sans évoquer qui va payer me paraît difficile. Surtout à un moment où l'opinion prend conscience, à la lumière des scandales, qu'une grande

partie de la fortune des plus riches est cachée dans des paradis fiscaux.

Cette aspiration très moderne à l'égalité n'est-elle pas une parenthèse de l'histoire ?

M. D. V. : L'économie industrielle, la société homogène, c'est du passé. La mondialisation et la révolution numérique sont passées par là. On peut le déplorer ou s'adapter en assurant une mobilité sociale plus inclusive. L'avenir n'est jamais écrit.

L. C. : Une des promesses de la modernité, c'est la justice sociale. Si la concentration des richesses se poursuit, on reviendra à l'ancien régime. Mais des politiques publiques bien conduites peuvent encore contenir les inégalités. Tout l'enjeu est là : inventer de nouvelles formes d'intervention, de contrôles du marché, au niveau mondial comme au niveau local.

Recueilli par Antoine d'Abundo et Marie Dancer